

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU JURA

VILLE D'ARBOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire

VU La demande de _____ par laquelle il sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public au numéro **22 de l'AVENUE PASTEUR sur 2 places** sur le territoire de la commune d'Arbois, en agglomération.

VU Le Code de La Route,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour le bon déroulement des travaux de nettoyage de l'enseigne de l'établissement LA FINETTE, il est nécessaire de réglementer provisoirement le stationnement.

ARRETE

Article 1 : Autorisation :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : interdiction de stationnement sur les 2 dernières places situées devant l'établissement La Finette et faisant jonction avec l'établissement Les Caudalies.

Le stationnement sera interdit

- Au numéro 22 de l'Avenue Pasteur sur 2 places

Article 2 : Sécurité et signalisation du chantier :

Le demandeur devra mettre en place la signalisation réglementaire nécessaire à l'interdiction de stationnement.

Article 3 : Date du Chantier

L'autorisation d'occupation du domaine public est valable à compter **05 octobre 2026 à 05h00 jusqu'au 07 octobre 2026 à 20h00**

Article 4 : Responsabilité :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Formalités d'Urbanisme :

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 6 : Validité, renouvellement, remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation du domaine public à compter du **05 octobre 2026 à 05h00 jusqu'au 07 octobre 2026 à 20h00**

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Exécution et ampliatio

La Police Municipale et la Gendarmerie Nationale sont chargées de faire respecter les dispositions du présent arrêté dont ampliatio

- La Brigade de Gendarmerie
- La Police Municipale
- Les Services Techniques
-

Arbois, le 29 septembre 2026

La Maire

Valérie DEPIERRE

